

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

Le Ministre des Pensions,

F. WILLOCKX

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

De Minister van Pensioenen,

F. WILLOCKX

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 2992

[C — 3857]

8 DECEMBRE 1993. — Arrêté royal organisant le fonctionnement de la Commission spéciale des pensions des administrations locales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales, notamment l'article 13, § 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'afin de permettre le fonctionnement effectif de la Commission spéciale des pensions des administrations locales à partir du 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il convient que les membres de cette commission puissent être désignés dans les plus brefs délais, ce qui nécessite que le présent arrêté soit adopté au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) « la loi » : la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales;
- b) « la commission » : la Commission spéciale des pensions des administrations locales visée à l'article 13 de la loi;
- c) « l'Office » : l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
- d) « le régime commun de pension des pouvoirs locaux » : le régime auquel sont affiliés les membres du personnel des administrations locales, en application de l'article 161, alinéas 1er et 2 de la nouvelle loi communale;
- e) « le régime des nouveaux affiliés à l'Office » : le régime auquel, en application de l'article 4 de la loi, les administrations locales affiliées à l'Office la totalité ou une partie des membres de leur personnel pourvu d'une nomination définitive;
- f) « l'institution de prévoyance » : l'institution créée pour pratiquer la gestion de fonds collectifs de pensions de retraite et de survie avec laquelle une administration locale a conclu une convention pour le service des pensions des membres de son personnel pourvu d'une nomination définitive et des ayants droit de ceux-ci.

Art. 2. § 1er. Le Président de la commission est désigné par le Ministre qui a les pensions dans ses attributions.

§ 2. Les autres membres de la commission sont nommés par le Ministre qui a les pensions dans ses attributions pour un mandat de six ans. Ce mandat peut être renouvelé.

Le membre qui cesse de faire partie de la commission avant l'expiration de son mandat, est remplacé dans les trois mois. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 2992

[C — 3857]

8 DECEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot regeling van de werking van de Bijzondere Commissie van de pensioenen van de plaatselijke besturen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen-zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 13, § 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 1 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat om de effectieve werking van de Bijzondere Commissie van de pensioenen van de plaatselijke besturen vanaf 1 januari 1994 — datum van inwerkingtreding van dit besluit — mogelijk te maken, het nodig is dat de leden van deze commissie zo vlug mogelijk kunnen worden aangeduid, wat het noodzakelijk maakt dat dit besluit zo vlug mogelijk wordt aangenomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- a) « de wet » : de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen;
- b) « de commissie » : de Bijzondere Commissie van de pensioenen van de plaatselijke besturen bedoeld in artikel 13 van de wet;
- c) « de Rijksdienst » : de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;
- d) « het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden » : het stelsel waarbij de personeelsleden van de plaatselijke besturen zijn aangesloten, met toepassing van artikel 161, eerste en tweede lid, van de nieuwe gemeentewet;
- e) « het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen » : het stelsel waarbij de plaatselijke besturen het geheel of een gedeelte van hun vastbenoemde personeelsleden aansluiten bij de Rijksdienst met toepassing van artikel 4 van de wet;
- f) « de verzorgingsinstelling » : de instelling opgericht voor het voeren van het beheer over collectieve rust- en overlevingspensioenfondsen waarmee een plaatselijk bestuur een overeenkomst heeft gesloten voor het verstrekken van de pensioenen van zijn vastbenoemde personeelsleden en van hun recht-hebbenden.

Art. 2. § 1. De voorzitter van de commissie wordt aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren.

§ 2. De andere leden van de commissie worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren, benoemd voor een mandaat van zes jaar. Dit mandaat is hernieuwbaar.

Het lid dat vóór het einde van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de commissie, wordt binnen drie maand vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Le Ministre qui a les pensions dans ses attributions nomme pour chaque membre un suppléant selon les mêmes modalités que celles prévues aux alinéas 1er et 2.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du président, les séances sont présidées par le membre le plus ancien choisi à tour de rôle parmi les membres de l'Administration des pensions et de l'Office. A ancienneté égale, le membre le plus âgé est préféré.

Art. 4. La commission ne peut délibérer que si la moitié des membres au moins est présente. Le président et les membres de la commission ont tous voix délibérative. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 5. Chaque fois que l'ordre du jour le justifie, la commission peut inviter à participer à ses travaux, en qualité d'observateurs, des délégués des organisations des travailleurs qui sont représentées au Comité technique relatif au régime des pensions du personnel communal ou tous autres techniciens.

Art. 6. La commission peut constituer des groupes de travail chargés d'étudier certains problèmes particuliers ayant trait aux matières relevant de sa compétence. Les participants à ces groupes de travail sont désignés par la commission.

Art. 7. La commission se réunit chaque fois qu'il y a lieu et en principe une fois par mois. Ses réunions se tiennent dans les locaux de l'Administration des pensions ou à tout autre lieu choisi par la commission.

La commission peut également être convoquée à la demande du Ministre qui a les pensions dans ses attributions.

Art. 8. La commission effectue toutes les études que le Ministre qui a les pensions dans ses attributions estime nécessaires notamment des études relatives à l'évolution des charges de pension du régime commun de pension des pouvoirs locaux, du régime des nouveaux affiliés à l'Office, des administrations locales ayant conclu une convention avec une institution de prévoyance ou d'autres administrations locales. Elle peut également décider d'effectuer les études qui lui seraient demandées par une administration locale.

L'Office, l'Administration des pensions et l'institution de prévoyance sont tenus de communiquer à la commission toutes les données contenues dans leurs banques de données qui sont nécessaires à la réalisation des études visées à l'alinéa 1er.

Art. 9. L'Administration des pensions et les administrations locales ayant conclu une convention avec une institution de prévoyance sont tenues de fournir à la commission tous les éléments des dossiers de pension de retraite et de survie que cette commission estime nécessaires afin de lui permettre d'émettre des avis sur la légalité et le taux des pensions dont le paiement est assuré tant par le régime commun de pension des pouvoirs locaux que par le régime des nouveaux affiliés à l'Office ou par l'institution de prévoyance. L'institution de prévoyance est tenue de communiquer à la commission les éléments précités dont l'administration locale ne serait pas en possession.

La commission peut imposer toute enquête qu'elle juge utile en vue d'assurer une application correcte et uniforme des dispositions légales et réglementaires régissant le régime de pension du personnel nommé des administrations locales. Selon l'organisme qui assure le service de la pension, ces enquêtes sont effectuées soit par l'Administration des pensions soit par l'institution de prévoyance.

Art. 10. En ce qui concerne les éléments du salaire qui doivent être pris en considération pour le calcul de la cotisation de pension, la Commission veille à ce que les règles prévues en la matière soient correctement appliquées.

Art. 11. Afin de permettre la réalisation des études visées à l'article 8, alinéa 1er, la commission peut se faire assister par des membres du personnel de l'Office, de l'Administration des pensions, ou de l'institution de prévoyance. En vue de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 9, la commission peut se faire assister par des membres du personnel de l'Administration des pensions.

Afin d'effectuer les vérifications prévues à l'article 10, la commission peut se faire assister par des membres du personnel de l'Office.

De Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren, benoemt voor ieder lid een vervanger volgens dezelfde regels als die bepaald in het eerste en het tweede lid.

Art. 3. In geval van afwezigheid of van verhindering van de voorzitter worden de vergaderingen voorgezeten door het lid met de grootste anciënniteit dat beurtelings wordt gekozen onder de leden van de Administratie der Pensioenen en de Rijksdienst. Als de anciënniteit gelijk is, wordt aan het oudste lid de voorkeur gegeven.

Art. 4. De commissie kan enkel beraadslagen als ten minste de helft van de leden aanwezig is. De voorzitter en de leden van de commissie zijn allen stemgerechtigd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 5. De commissie kan afgevaardigden van de werknemersorganisaties die in het Technisch Comité inzake de pensioenregeling van het gemeentepersoneel vertegenwoordigd zijn of om het even welke andere specialisten vragen als waarnemer aan haar werkzaamheden deel te nemen, telkens als de vergaderagenda daartoe aanleiding geeft.

Art. 6. De commissie kan werkgroepen oprichten om bepaalde specifieke problemen te bestuderen in verband met materies waarvoor zij bevoegd is. De deelnemers aan deze werkgroepen worden door de commissie aangeduid.

Art. 7. De commissie vergadert telkens als daartoe aanleiding bestaat en in principe eenmaal per maand. De vergaderingen vinden plaats in de lokalen van de Administratie der Pensioenen of op een andere plaats die de commissie kiest.

De commissie kan ook worden bijeengeroepen op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren.

Art. 8. De commissie voert alle studies uit die de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren nodig acht, meer in het bijzonder studies betreffende de evolutie van de pensioenlast van het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, van het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten, van de plaatselijke besturen die een overeenkomst met een verzorgingsinstelling hebben afgesloten of van andere plaatselijke besturen. Zij kan ook beslissen studies uit te voeren die haar door een plaatselijk bestuur worden gevraagd.

De Rijksdienst, de Administratie der Pensioenen en de verzorgingsinstelling zijn verplicht aan de commissie alle gegevens mee te delen die zijn opgeslagen in hun gegevensbanken en die nodig zijn voor het uitvoeren van de in het eerste lid bedoelde studies.

Art. 9. De Administratie der Pensioenen en de plaatselijke besturen die met een verzorgingsinstelling een overeenkomst hebben afgesloten, zijn ertoe verplicht aan de commissie alle elementen van de rust- en overlevingspensioendossiers te verschaffen die de commissie nodig acht om een advies te kunnen uitbrengen over de wetmatigheid en het bedrag van de pensioenen waarvan de betaling gebeurt door het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, door het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten of door de verzorgingsinstelling. De verzorgingsinstelling is ertoe verplicht aan de commissie de voormelde elementen te verschaffen die niet in het bezit zouden zijn van het plaatselijk bestuur.

De commissie kan om het even welk onderzoek opleggen dat zij nuttig acht voor een correcte en eenvormige toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen die het pensioenstelsel van het vastbenoemde personeel van de plaatselijke besturen regelen. Naar-gelang van welke instelling het pensioen verstrekt, worden deze onderzoeken uitgevoerd hetzij door de Administratie der Pensioenen, hetzij door de verzorgingsinstelling.

Art. 10. Betreffende de elementen van het loon die in aanmerking moeten genomen worden voor de berekening van de pensioenbijdragen, ziet de Commissie erop toe dat de ter zake bepaalde regels op een correcte manier toegepast worden.

Art. 11. Om de uitvoering van de in artikel 8, eerste lid bedoelde studies mogelijk te maken kan de commissie zich laten bijstaan door personeelsleden van de Rijksdienst, de Administratie der Pensioenen of de verzorgingsinstelling. Om de bepalingen van artikel 9 uit te voeren, kan de commissie zich laten bijstaan door personeelsleden van de Administratie der Pensioenen.

Om de in artikel 10 bepaalde verificaties uit te voeren, kan de commissie zich laten bijstaan door personeelsleden van de Rijksdienst.

Art. 12. Le Président, les membres de la commission ainsi que leurs suppléants bénéficient des dispositions en vigueur pour les membres du Comité de gestion de l'Office en ce qui concerne les jetons de présence et les frais de séjour et de déplacement.

Art. 13. Les frais d'administration de la commission, en ce compris les rémunérations du personnel visé à l'article 11 ainsi que les frais résultant des missions qui lui sont confiées, sont répartis chaque année proportionnellement aux masses de pension servies respectivement par le régime commun de pension des pouvoirs locaux, le régime des nouveaux affiliés à l'Office et l'institution de prévoyance.

Les frais résultant, pour le régime commun de pension des pouvoirs locaux et le régime des nouveaux affiliés à l'Office, de l'application de l'alinéa 1er sont ajoutés chaque année à la masse des pensions à répartir dans le régime concerné.

La charge supportée par les institutions de prévoyance en application de l'alinéa 1er est répartie proportionnellement à la masse des pensions servies par chacune d'entre-elles.

Les frais résultant, pour l'institution de prévoyance, de l'application des alinéas 1er et 3 sont supportés par les administrations locales concernées proportionnellement à leur masse de pension respective.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 15. Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Art. 12. Wat de zitpenningen en de verblijfs- en verplaatsingsvergoedingen betreft, zijn op de voorzitter, de commissieleden en hun vervangers de bepalingen toepasselijk die van kracht zijn op de leden van het Beheerscomité van de Rijksdienst.

Art. 13. De administratiekosten van de commissie, met inbegrip van de bezoldiging van het personeel bedoeld in artikel 11 en van de kosten die voortvloeien uit de aan dit personeel opgelegde opdrachten, worden ieder jaar verdeeld evenredig met de pensioenmassa's die respectievelijk verstrekt worden door het gemeenschappelijk stelsel van de lokale overheden, het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten en de voorzorginstelling.

De kosten die voor het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden en voor het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten voortvloeien uit de toepassing van het eerste lid, worden ieder jaar toegevoegd aan de pensioenmassa die verdeeld moet worden in het betrokken stelsel.

De kosten die met toepassing van het eerste lid gedragen worden door de voorzorginstellingen, worden verdeeld in evenredigheid met de pensioenmassa die door elk van hen verstrekt wordt.

De kosten die voor de voorzorginstellingen voortvloeien uit de toepassing van het eerste en het derde lid, worden gedragen door de betrokken plaatselijke besturen in evenredigheid met hun respectieve pensioenmassa.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Art. 15. Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

F. 93 — 2993

[C — 3858]

8 DECEMBRE 1993. — Arrêté royal portant exécution de certaines dispositions de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment les articles 1er à 9 et 133;

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 161;

Vu la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations, notamment les articles 4, § 5; 7, § 2 et 15, § 2;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre 1er, section 1re de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales du 29 novembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté portent exécution de certains articles de la loi du 6 août 1993 qui entrera en vigueur le 1er janvier 1994; qu'il importe que ces mesures soient adoptées dans les plus brefs délais afin de permettre aux administrations locales qui le souhaitent de solliciter, le cas échéant avant la date précitée, leur affiliation au régime des nouveaux affiliés à l'Office et de satisfaire dans les délais impartis aux obligations qui leur sont imposées;

N. 93 — 2993

[C — 3858]

8 DECEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 1 tot 9 en 133;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 161;

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemde personeel van de plaatselijke besturen, inzonderheid op de artikelen 4, § 5; 7, § 2 en 15, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk 1, sectie 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten van 29 november 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die verantwoord wordt door het feit dat de bepalingen van dit besluit sommige artikelen van de wet van 6 augustus 1993, die op 1 januari 1994 in werking treedt, uitvoert; dat het belangrijk is dat deze maatregelen zo vlug mogelijk worden aangenomen om het de plaatselijke besturen die dit wensen, mogelijk te maken eventueel vóór die datum hun aansluiting bij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangesloten te vragen en binnen de opgelegde termijnen te voldoen aan de hun opgelegde verplichtingen;